

Intervention aux Rencontres internationales sur l'anarchisme, Saint-Imier

8 août 2012

René Berthier

***Avertissement.** J'avais été pressenti pour faire le discours d'ouverture de la rencontre de Saint-Imier. Les choses se sont passées de telle manière qu'il a fallu que j'écourte considérablement mon intervention, en particulier à cause de la multiplicité des intervenants. Je ne souhaitais évidemment pas endormir l'auditoire avec une trop longue intervention. Je n'ai donc utilisé que l'introduction et une partie de la conclusion.*

Je livre donc ici la version intégrale de mon texte, dans lequel je souhaite rectifier le discours qui a dominé lors de cette rencontre sur le fait que le congrès de Saint-Imier de septembre 1872 aurait été en quelque sorte l'acte de naissance de l'anarchisme. Sans doute ma conclusion va choquer de nombreux camarades mais je suis prêt à en débattre, en me fondant non pas sur des idées reçues mais sur des textes. Et puis, si on n'est pas un peu iconoclaste, à quoi cela sert-il d'être anarchiste !

Les idées que je développe dans ce texte sont développées dans un livre inédit que j'ai intitulé La rupture avec le bakouninisme et la fin de l'AIT « anti-autoritaire ».

* * * * *

La rencontre internationale de Saint-Imier 2012 est véritablement un événement planétaire et je pense que nous sommes tous conscients que c'est un événement qu'on ne vit qu'une fois dans sa vie.

Nous sommes ici pour célébrer un congrès qui eut lieu il y a 140 ans et qui contribua à modifier sensiblement la physionomie du mouvement ouvrier international. Je profite de l'occasion pour rendre hommage à tous les camarades qui, pendant des mois et des mois, ont travaillé d'arrache-pied pour rendre cette rencontre possible. Ce fut un travail dont on a du mal à imaginer l'ampleur, d'autant que la rencontre internationale de Saint-Imier a lieu en même temps qu'un congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes.

Pour beaucoup, il a fallu de gros sacrifices financiers pour pouvoir venir. Il y a aussi, malheureusement, de nombreux groupes et personnes qui n'ont pas pu venir faute de moyens.

Il ne s'agit pas seulement de célébrer un événement passé : il s'agit aussi de profiter de ces cinq jours pour que les organisations et les personnes présentes ici puissent se rencontrer, débattre et envisager la mise en place de mesures qui nous permettront de réaliser plus efficacement le projet émancipateur de nos anciens.

Si nous quittons Saint-Imier dans 5 jours pour rentrer chez nous et simplement reprendre nos activités comme avant, sans que rien n'ait changé, alors on pourra dire que cette rencontre aura été un échec. Mais je suis certain que ce ne sera pas le cas.

Exclusions

On connaît les faits : lors du congrès de La Haye, tenu du 2 au 7 septembre 1872, la direction de l'Internationale avait exclu deux militants de la Fédération jurassienne, Michel Bakounine et James Guillaume. Un troisième militant jurassien, Adhémar Schwitzguébel, échappa de peu aux foudres des Inquisiteurs et ne fut pas excommunié.

L'exclusion de Bakounine et de James Guillaume fut menée d'une manière incroyablement bureaucratique, grâce à des mandats truqués, des manipulations. Les falsifications de mandats du congrès de La Haye avaient été précédées par les falsifications de la conférence de Londres de 1871, qui n'avait pas de pouvoir décisionnel, mais qui prit l'initiative des exclusions.

Ces deux exclusions produisirent une réaction en chaîne que Marx et Engels n'avaient pas prévue. En fait, ils se tirèrent une balle dans le pied, comme on dit en français.

La fédération jurassienne réagit très rapidement : elle convoqua presque aussitôt deux congrès, qui ne furent au fond que deux épisodes d'un même événement. Le 15 septembre au matin se tint un congrès fédéral jurassien, l'après-midi eut lieu un congrès international. Rétrospectivement, on ne peut être que stupéfaits devant la rapidité de la réaction et la capacité à convoquer un congrès international en si peu de temps.

Le congrès jurassien du matin récusait les décisions d'exclusion prises à La Haye et contesta au Conseil général le droit de légiférer au nom des fédérations adhérentes.

Le congrès de l'après-midi fut un *congrès international extraordinaire* de l'AIT, convoqué à l'initiative des Italiens. Ce congrès international, dont nous célébrons aujourd'hui les 140 ans, confirma les positions de la Fédération jurassienne et dénonça lui aussi les décisions de La Haye.

Ce qui restait du Conseil général – un petit groupe d’hommes totalement isolés du mouvement ouvrier – déclara nulles et non avenues les résolutions de Saint-Imier et somma la Fédération jurassienne de les annuler. Le 26 janvier 1873, le Conseil général fantôme – qui avait été transféré par le congrès de La Haye à New York, ce qui le rendit encore plus fantôme – vota une résolution disant que toutes les fédérations qui récusent les exclusion de La Haye « se placent elles-mêmes en dehors de l’Association internationale des travailleurs et cessent d’en faire partie »¹. Ceux qui connaissent bien le mouvement communiste savent à quel point l’argument : « Ils se sont placés d’eux-mêmes en dehors de l’organisation », a pu resservir par la suite.

En d’autres termes, *Marx et Engels exclurent de la Première Internationale la quasi-totalité du mouvement ouvrier organisé de l’époque*. Je dis « quasi-totalité » parce que ces mesures ne s’appliquèrent pas aux Internationaux allemands qui, selon August Bebel, n’avaient *jamais payé de cotisations à Londres*² !

Saint-Imier fut-il une « scission » ?

Le congrès de Saint-Imier est souvent désigné comme une scission. Par exemple, si on cherche « Association internationale des travailleurs » sur Google, on peut lire à propos de l’AIT « anti-autoritaire » : « La constitution de cette *nouvelle internationale* a lieu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 » et on y apprend que « L’Internationale “officielle” dénonce cette scission ». Cette vision est malheureusement parfois entérinée par les anarchistes eux-mêmes.

¹ James Guillaume, *L’Internationale, documents et souvenirs*, tome III, p. 58..

² Bebel, *Volkstaadt* du 16 mars 1872.

Le congrès international de Saint-Imier ne fut pas une scission, et l'AIT dite « anti-autoritaire » ne fut pas une « nouvelle » organisation ! Ce fut tout simplement un congrès extraordinaire de l'AIT qui décida que l'AIT de 1864 continuait, et qui décida des nouvelles conditions dans lesquelles l'Internationale continuait. C'est tellement vrai que la numération des congrès, à partir du congrès ordinaire suivant, tenu à Genève en 1873, reprend naturellement la suite des congrès précédents !

Ce sont au contraire les « marxistes » ou qualifiés de tels qui scissionnèrent, en prenant à La Haye des décisions anti-statutaires qui furent récusées par les autres fédérations de l'Internationale.

La scission opérée par les marxistes fut entérinée par le congrès qu'ils convoquèrent en septembre 1873 à Genève, peu après le VI^e congrès de l'Internationale « canal historique », si je puis dire. Ce fut un congrès fantôme convoqué par un Conseil général devenu lui aussi fantôme. Personne ou presque ne participa à ce congrès scissionniste. Tous ceux sur lesquels Marx comptait se désistèrent poliment. Le congrès « marxiste », si on peut l'appeler ainsi, fut marqué par les mêmes falsifications que lors de la conférence de Londres en 1871 et le congrès de La Haye en 1872.

Ainsi, Becker, l'exécuteur des basses œuvres de Marx, se vanta d'avoir réussi à faire « surgir de terre, en quelque sorte, treize délégués d'un seul coup »³. A ce congrès furent distribués – encore une fois – des mandats truqués. Je ne me souviens plus qui inventa pour l'occasion le mot “delegiertenmacherei” – fabrication de délégués.

Becker se vanta également⁴ d'avoir manipulé la composition de la commission de vérification des mandats, où il réussit à faire passer douze délégués de sa fabrication.

³ Lettre à Sorge du 22 septembre 1873

⁴ lettre du 2 novembre 1873.

Ce congrès fut un tel fiasco, de l'aveu même de Marx ⁵, que *le compte rendu n'en fut même pas publié*. L'isolement de Marx et d'Engels est alors presque total.

Il faut donc le proclamer : le congrès international de Saint-Imier fut un succès politique éclatant des fédéralistes de l'Internationale contre les bureaucrates centralistes, un succès que les autres fédérations entérinèrent en se ralliant à l'idée que chacune avait le droit de décider de son propre sort sans se voir contrainte d'adopter un programme uniforme.

Mais il faut dire cependant que ce succès fut de courte durée, puisque l'expérience prit fin six ans plus tard. La Fédération jurassienne décida à son congrès des 3-5 août 1878, tenu à Fribourg, de ne plus convoquer de congrès international.

Au-delà du plaisir de la célébration du congrès de 1872, il me paraît nécessaire de poser une question sur laquelle nous devrions sérieusement nous pencher : quelles causes conduisirent à la régression du mouvement ouvrier « anti-autoritaire ». Et surtout : quelles furent les causes internes au mouvement qui conduisirent à cette situation.

Traumatisme

Les années 1871 et 1872 créèrent un terrible traumatisme parmi les militants qui se réclamaient de l'AIT fédéraliste et collectiviste. Il y eut l'écrasement de la Commune, la répression inouïe qui suivit, l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume de l'AIT, puis celle de la Fédération jurassienne. Puis il y eut l'exclusion de pratiquement tout le mouvement ouvrier organisé international ! Ce traumatisme sera répercuté dans les conceptions politiques du mouvement « anti-autoritaire » et en modifiera sensiblement la physionomie.

Les manœuvres bureaucratiques de Marx sont révélées au grand jour et personne, jusqu'alors, ne pouvait croire qu'un

⁵ Lettre de Marx à Sorge, 27 septembre 1873.

personnage comme Marx, qui disposait d'aussi peu de pouvoir réel, d'aussi peu de soutien réel dans le mouvement de masse, aurait pu, avec l'aide de quelques complices, liquider en si peu de temps une organisation internationale comme l'AIT.

Mais, dira-t-on, si Marx disposait d'aussi peu d'atouts, si les « anti-autoritaires » étaient si forts, pourquoi ont-ils perdu ? La question est biaisée. Les militants du Borinage en Belgique, comme leurs camarades français, italiens, espagnols, risquaient les charges de la troupe quand ils faisaient grève. Ils se faisaient parfois tuer, et ne pouvaient pas concevoir que la direction même de leur Internationale complotait dans leur dos. Ces pratiques n'étaient tout simplement *pas concevables*.

Il faut comprendre, je crois, que le processus d'organisation du mouvement ouvrier en était à ses débuts. C'était un terrain presque vierge. Il ne faut pas raisonner de manière anachronique en ayant à l'esprit tout ce qu'on sait aujourd'hui, en ayant à l'esprit l'expérience historique acquise depuis 1872.

Bureaucratie et autorité

J'ai parlé à plusieurs reprises de « bureaucrates » et de « bureaucratie ». C'est bien de cela qu'il s'agit, et les militants, anarchistes comme marxistes, ont sans doute mal évalué à quel point l'appareil dirigeant de l'Internationale était sclérosé par la bureaucratie : les pratiques bureaucratiques du Conseil général dirigé par Marx n'étaient pas une fiction.

Par exemple, John Hales, membre du comité anglais de l'Internationale, cite un fait incroyable : lorsqu'il fut nommé à la tête du Conseil général, il ne réussit jamais à obtenir les adresses des fédérations du continent. De même, lorsque le Conseil fédéral anglais reçut d'Anselmo Lorenzo, un militant espagnol, une lettre dans laquelle il avait oublié de mettre son adresse, les

Anglais ne purent pas répondre parce qu'Engels refusait de communiquer l'adresse ⁶.

Je cite ces exemples pour montrer que la bureaucratie contre laquelle se battaient les fédéralistes *n'était pas une fiction*. Cette attitude était catastrophique pour le mouvement ouvrier : à un moment où la lutte des classes s'intensifiait, où la fraction la plus radicalisée du prolétariat se mobilisait, la direction de l'AIT bloquait littéralement le fonctionnement de l'Internationale parce que la plus grande partie de l'organisation échappait à son contrôle.

Détruire ce qu'on ne contrôle pas : on verra ça souvent par la suite.

Je pense que la capacité du mouvement libertaire à examiner de manière critique la bureaucratie qui était apparue à la direction de l'AIT a été desservie par une erreur d'interprétation du concept d'autorité, ou du moins par un glissement sémantique du terme.

Pour Proudhon et Bakounine, l'autorité est un concept qui s'applique aux manifestations diverses du *pouvoir politique*. Le « communisme autoritaire » est le communisme *d'Etat*. L'anti-autoritarisme était la lutte contre l'autorité comme principe et comportement politique, pas comme attitude psychologique. C'était la lutte contre l'autorité en tant qu'accaparement du pouvoir par une minorité incontrôlée.

Le terme « autoritaire » fut ensuite employé comme synonyme de « bureaucratique », pour désigner les pratiques de Marx et de ses amis. Les « anti-autoritaires » étaient donc opposés aux pratiques bureaucratiques de la direction de l'Internationale. Que Marx en particulier ait eu un comportement autoritaire est cependant indéniable, mais ce n'est pas cela qui était principalement visé.

⁶ John Hales, lettre au Comité fédéral de la Fédération jurassienne, 6 novembre 1872. *L'internationale, documents et souvenirs*, éditions G. Lebovici, p. 25.

Être anti-autoritaire n'est donc pas une attitude *morale*, un trait de caractère ou un refus de toute forme d'autorité, c'est un comportement *politique*. Mais il semble qu'il y ait eu très vite un glissement sémantique du mot « autorité » comme concept politique vers le sens psychologique et comportemental. Ce glissement, à mon avis, a été très dommageable parce qu'il a créé un contre-sens par rapport au concept initial. Ce contre-sens fait que le concept de bureaucratie a finalement été peu analysé par les libertaires, et que cela a occulté toute réflexion sur les procédures à mettre en place pour empêcher l'accaparement du pouvoir dans l'organisation – des procédures pourtant simples, telles que le contrôle, la rotation et la révocabilité des mandats.

Il devenait d'autant moins utile d'analyser le phénomène bureaucratique qu'on en était arrivé à considérer que le *principe même* d'organisation était producteur d'« autorité ».

Le mot « bureaucratie » existe bien dans la quatrième résolution de Saint-Imier, mais dans le sens de complexité croissante de la gestion des affaires courantes, pas dans le sens d'appareil administratif accaparant le pouvoir.

L'AIT « anti-autoritaire » fut-elle anarchiste ?

Le congrès de Saint-Imier ne fut pas, selon moi, le lieu de naissance de l'anarchisme et les résolutions du congrès ne sont pas l'acte de naissance de l'anarchisme.

J'insiste sur le fait que toutes les fédérations de l'AIT n'étaient pas « bakouniniennes », et le désaveu des pratiques de Marx et de ses amis par la plupart d'entre elles ne constituait *en aucun cas* un acte de ralliement au point de vue « anarchiste ». Ce désaveu exprime cependant de façon claire que l'unité internationale du mouvement ouvrier n'était possible que sur la base de la solidarité concrète, comme le proposait Bakounine, qui ajoutait que la « puissante centralisation de tous les pouvoirs

dans les mains du Conseil général » aboutissait à la dissolution de fait de l'AIT ⁷.

Je pense donc que désigner l'AIT anti-autoritaire comme « anarchiste » est un contresens. L'AIT anti-autoritaire est un courant fédéraliste et collectiviste. Une étude attentive de l'usage du mot « anarchie » et de ses dérivés dans les textes de Bakounine montre qu'il était très réticent à l'utiliser. Bakounine lui-même se définissait comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste » ⁸.

Les résolutions de Saint-Imier, qu'on qualifie souvent de proclamation anarchiste, tiennent un discours qui reste strictement dans les limites d'une organisation de classe, c'est-à-dire une organisation regroupant les travailleurs dans une structure de type syndical, fondée sur leur rôle dans le processus de production – ce qui n'est absolument pas l'objectif d'une organisation spécifiquement anarchiste ou, pour parler « moderne », d'une organisation spécifique.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas dans l'AIT de militants se définissant comme « anarchistes », ni de militants préconisant une forme spécifique d'organisation. Mais l'AIT dite « anti-autoritaire » issue du congrès de Saint-Imier n'était pas absolument pas « anarchiste ».

Il me semble précisément que notre mouvement n'a pas réellement examiné ni étudié – sauf ignorance de ma part bien sûr, que je suis prêt à reconnaître – les tensions qui sont apparues après le VI^e congrès de l'Internationale, c'est-à-dire après 1873, *au sein* de l'Internationale anti-autoritaire, entre un courant qu'on pourrait qualifier de « proto-syndicaliste révolutionnaire », avec James Guillaume et Bakounine, et un autre qui commence à se

⁷ Cf. Œuvres, Champ libre, III, 411.

⁸ Cf. René Berthier, « De l'usage du mot "anarchie" chez Bakounine », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article185>

désigner explicitement comme anarchiste, avec des hommes comme Pierre Brousse, Andrea Costa et d'autres.

Relation entre organisation de masse et organisation politique

Les débats qui eurent lieu dans l'Internationale, avant et après Saint-Imier, posèrent de nombreuses questions, mais en particulier une qui reste très actuelle dans le mouvement libertaire, celle de la relation entre organisation de masse et organisation politique. Bakounine a le mérite d'avoir posé le problème de l'organisation des révolutionnaires et de ses rapports avec les masses. Il l'a posé en opposition à la stratégie politique de Marx, électoraliste et parlementaire.

Doit-on rappeler que lorsque Bakounine disait que « le temps des grands discours théoriques, imprimés ou parlés, est passé », que « le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes », il ne pensait pas, comme ont pu le comprendre de manière catastrophique certains anarchistes, à des actes de terreur destinés à réveiller les masses prétendûment endormies : « Ce qui importe avant tout aujourd'hui, disait-il *en 1873*, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même ⁹. »

« Organisez toujours davantage la solidarité internationale, pratique, militante, des travailleurs de tous les métiers et de tous les pays, et rappelez-vous qu'infiniment faibles comme individus, comme localités ou comme pays isolés, vous trouverez une force immense, irrésistible, dans cette universelle collectivité ¹⁰. »

⁹ Lettre aux compagnons de la fédération jurassienne, 1^{re} quinzaine d'octobre 1873.

¹⁰ *Ibid.*

Il me semble que la rencontre internationale de 2012 devrait être un lieu où ce débat puisse s'exprimer et s'élargir. Elle devrait en particulier réaffirmer ce constat, que *le mouvement libertaire ne fut puissant que lorsque existait une organisation de masse* et qu'il nous incombe aujourd'hui de récupérer le terrain perdu à la suite des aléas de l'histoire... et de nos propres erreurs.

En effet, je pense qu'il ne faut pas se contenter de célébrer la victoire éphémère que fut le congrès de Saint-Imier pour le mouvement ouvrier international. Il me paraît nécessaire de tenter comprendre pourquoi cette victoire se transforma six ans plus tard en déroute. Car l'Internationale dite « anti-autoritaire » ne s'acheva même pas sur un congrès prononçant sa propre fin, ce qui aurait été une manière de finir avec les honneurs : on décida simplement de ne pas convoquer d'autres congrès. Il ne me semble pas que le contexte et les raisons de cette dissolution dans les airs d'une Internationale qui apparaissait fort vigoureuse à Saint-Imier en 1872 aient été examinés de manière convaincante.

Notre rencontre, à l'occasion de laquelle se tient d'ailleurs un congrès, celui de l'Internationale des fédérations anarchistes, n'aurait pas de sens si elle se limitait à être une célébration.

Nous devons à nos anciens au moins deux choses :

- Comprendre pourquoi le mouvement libertaire après Saint-Imier a régressé dans certains pays et pas dans d'autres, et en particulier définir les causes internes de cette régression ;
- Engager un processus, dont je me doute qu'il prendra du temps, permettant d'unifier le mouvement libertaire à l'échelle internationale dans la lutte contre le capitalisme et l'Etat, pour l'émancipation des exploités et des opprimés.

Conclusion

En conclusion, je dirai que la célébration du congrès de Saint-Imier de septembre 1872, fondée sur l'idée que ce congrès fut un congrès « anarchiste » et qu'il fut le point de départ du mouvement « anarchiste » est une erreur. Ce congrès se fondait sur l'idée que pouvaient adhérer à l'AIT des fédérations ayant la liberté du choix de ce qu'ils estimaient être la voie de l'émancipation. C'est ainsi que John Hales, un dirigeant de la Fédération britannique, a déclaré soutenir la Fédération jurassienne, mais que sa fédération choisissait la voie de l'action politique – c'est-à-dire parlementaire. C'est cette liberté de choix qui fit que la totalité des sections de l'AIT ont dénoncé les décisions prises par les bureaucrates du Conseil Général à La Haye et ont soutenu la création à Saint-Imier d'une AIT « anti-autoritaire »,

Ce n'est que progressivement que le courant « anarchiste » de l'AIT anti-autoritaire a pris le dessus et qu'il a imposé à l'organisation un programme anarchiste, allant totalement à l'encontre de tout ce que Bakounine avait dit. Le vieux révolutionnaire avait prévenu qu'en établissant un programme unique dans l'Internationale, on introduisait la division et qu'on aboutirait à créer « autant d'Internationales qu'il y a de programmes ». En modifiant la nature de l'AIT, en la transformant d'organisation de classe qu'elle était en groupe d'affinité, les anarchistes ont provoqué le départ de toutes les fédérations qui ne se reconnaissaient pas dans le programme anarchiste.

Il est certain que les causes de la dissolution de l'AIT anti-autoritaire sont multiples, mais il ne fait pas de doute que ce sont les anarchistes qui sont les principaux responsables de sa disparition.

Mes conclusions disqualifient-elles l'anarchisme pour autant, comme courant politique ? Bien sûr que non. La triste fin

de l'AIT anti-autoritaire est largement due selon moi à une incompréhension des relations entre organisation politique (ou « spécifique ») et organisation de classe. Il n'est pas certain que problème ait été résolu encore aujourd'hui.

Je souhaite simplement montrer que si nous voulons survivre comme courant politique, il va falloir jeter un regard critique sur nous-mêmes, un regard sans complaisance. C'était, me semble-t-il, un peu l'objectif de ces Rencontres. Si nous voulons regagner le terrain que nous avons perdu dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement syndical, dans le mouvement social d'une façon général, il va falloir commencer à se demander *pourquoi* nous l'avons perdu, sinon ça ne sert à rien. Il va falloir éviter de renvoyer la faute aux autres : le capitalisme, le marxisme, etc. Il va nous falloir découvrir ce qui, *dans nos propres rangs*, nous empêche d'avancer.

Vive la révolution sociale !
Vive le socialisme libertaire !